

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2022- 69
du 14 AVR. 2022

complémentaire modifiant les conditions d'exploitation du centre de valorisation des déchets exploité par la régie HAGANIS, situé avenue de Blida à Metz : projet de modernisation de l'unité de traitement des matériaux

Le préfet de la Moselle,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, notamment son article R.181-46 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée notamment par le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2021-A-53 du 2 décembre 2021 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié ;
- Vu** le porter à connaissance (ind. 5 du 07/02/2022) transmis par la régie HAGANIS au préfet le 9 février 2022, document qui annule et remplace l'envoi du 18 juin 2021 ;
- Vu** l'avis du SDIS du 15 février 2022 ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement n°23275-23713 du 18 mars 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant le 25 mars 2022 ;

Considérant que la régie HAGANIS souhaite moderniser son unité de tri des matériaux afin d'être en mesure de traiter l'ensemble des déchets réceptionnés suite à l'extension des consignes de tri des plastiques conformément aux dispositions prévues dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 15 août 2015 ;

Considérant que le projet consiste à réaménager le bâtiment existant de 5 800 m² de l'unité de tri des matériaux sans créer de surface supplémentaire ;

Considérant que le projet prévoit de remplacer les deux chaînes de tri manuel de débit nominal de 3,5 t/h et 6t/h par une chaîne de tri d'un débit nominal de 13t/h ;

Considérant que le projet n'induit pas de modification de la capacité maximale autorisée de tri de 54 000 t/an ;

Considérant que le projet n'induit pas de modification des volumes de matériaux stockés sur le site (4 410 m³ maximum) ;

Considérant que le broyeur d'une capacité de 10t/h est supprimé et qu'en conséquence le site n'est plus concerné par la rubrique n°2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 susvisé a modifié le régime des rubriques 2714 et 2716, rubriques auxquelles le site est soumis ;

Considérant en conséquence qu'il convient de mettre à jour les rubriques de la nomenclature du site ;

Considérant l'ensemble des mesures de détection et de lutte contre l'incendie décrites dans le porter à connaissance susvisé que l'exploitant envisage de mettre en œuvre ;

Considérant que le SDIS a estimé dans son avis susvisé que ces mesures de maîtrise des risques étaient cohérentes et adaptées ;

Considérant que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement au regard des moyens de prévention ou de protection prévus ou mis en place par l'exploitant ;

Considérant que les modifications apportées ne constituent pas une modification substantielle au regard de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, mais qu'elles doivent être encadrées par des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 :

La régie HAGANIS dont le siège social est situé rue du Trou aux Serpents à Metz est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son centre de valorisation des déchets (CVD) situé avenue de Blida à Metz.

Article 2 :

Les dispositions de l'article I.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000 modifié sont modifiées comme suit :

« Les installations autorisées sont visées par les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

N° de la rubrique	Désignation de l'activité ou des installations	Capacité	Régime *
3520-a	Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Incinération des déchets ménagers et assimilés, boues et graisses de stations d'épuration urbaines Auxiliaires de combustion Récupération de chaleur et production de vapeur dans une chaudière - Fours 1 et 2, d'une capacité unitaire nominale de 8 t/h et d'une puissance thermique nominale unitaire de 20,5 MW ; - Sous réserve article II.2 : four 3, d'une capacité nominale de 6 t/h et d'une puissance thermique nominale unitaire de 15,3 MW	A
2771	<i>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910</i> Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	soit une capacité globale de 16 t/h (22 t/h sous réserve article II.2) et une puissance thermique nominale globale de 41 MW (56,3 MW sous réserve article II.2), le pouvoir calorifique de référence des déchets étant de 9210 kJ/kg. Unité de Valorisation des Mâchefers (UVM) : - Surface : 5 200 m ² - Quantité maximale de mâchefers stockés : 15 000 tonnes - Zone de stockage des mâchefers bruts - Installation de criblage et séparation des métaux ferreux et non ferreux - Zone de maturation des mâchefers traités	A
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³	Evacuation des déchets ménagers et assimilés vers d'autres centres de traitement en cas d'arrêt de l'unité de valorisation énergétique. - A titre occasionnel - Volume 6 000 m ³	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³	Activité du centre de tri : 54 000 t/an Une chaîne de tri d'un débit nominal de 13t/h. Stockage des déchets visés par la rubrique organisé de la manière suivante : - Volume maximum du stock amont : 3 133 m ³ - Volume maximum du stock intermédiaire : 222 m ³ - Volume maximum du stock aval intérieur : 515 m ³ - Volume maximum du stock aval extérieur : 540 m ³ Total : 4 410 m ³	E
2713-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées	Stockage de balles d'acier : - surface au sol du stock de produits triés en balles : 200 m ²	D

	aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²		
--	---	--	--

* A : Autorisation

* E : Enregistrement

* D : Déclaration

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3520-a et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence à l'incinération de déchets (WI). »

Article 3 :

Les dispositions de l'article VIII.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000 modifié sont modifiées comme suit :

« Stockages :

Les différents stockages liés à l'activité de tri sont répartis en trois zones :

- Stock amont en intérieur :
 - déchets des collectes sélectives et déchets industriels banaux (DIB)
 - hauteur maximale de stockage : 5 m
 - volume maximal de stockage en conditions d'exploitation dites « normales » : 1 932 m³
 - volume maximal autorisé en configuration dégradée : 3 133 m³ ;
- Stock intermédiaire en intérieur et dans la zone du procédé :
 - organisé en 8 alvéoles et par nature de matériaux
 - hauteur maximale de stockage : 2 m
 - volume maximal stocké : 222 m³
- Stock aval en intérieur :
 - organisé par nature de matériaux : JRM, PCNC, PCM, PCC
 - hauteur maximale de stockage : 5 m
 - volume maximal stocké : 515 m³
- Stock aval en extérieur
 - organisé par nature de matériaux : FILMS, PET clairs, PEHD/PP, FLUX DEV
 - hauteur maximale de stockage : 5 m
 - volume maximal stocké : 540 m³.

Les zones définies ci-dessus doivent faire l'objet d'un marquage au sol ainsi qu'aux murs pour matérialiser les hauteurs maximales de stockage.

Les différentes zones de stockage sont séparées les unes des autres par des murs stables au feu de degré 2 heures sur toute la hauteur du bâtiment.»

Article 4 :

Les dispositions de l'article VIII.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000 modifié sont modifiées comme suit :

« L'ensemble du bâtiment de l'unité de tri est couvert par une détection automatique d'incendie et plus précisément :

- un système de détection optique de fumée ponctuelle en cabine de tri ;
- un système de détection optique de fumée multiponctuelle en toiture sur l'ensemble du centre de tri ;
- un système de détection optique de flammes 3IR sur les équipements à risques d'incendie et au niveau du stock amont ;
- un système de détection via l'installation d'extinction automatique fixe de type sprinkler dans les alvéoles du stock intermédiaire, ainsi que sur le stockage aval des balles et le Font Mouvant Alternatif de stockage (FMA).

En cas d'incendie ou de détection de fumées, ces détecteurs déclenchent automatiquement :

- une alarme sonore
- une alarme visuelle sur la zone concernée avec report en salle de commande avec indication de la zone concernée
- les réseaux d'arrosage en cas de détection par un sprinkler et lors d'un déclenchement concomitant sur une même zone d'un détecteur 3IR et d'un détecteur de fumée multiponctuel. »

Article 5 :

Les dispositions de l'article VIII.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000 modifié sont modifiées comme suit :

« Chaque zone de stockage définie à l'article VIII.2.1 est protégée par des moyens fixes de protection contre l'incendie.

La protection des stocks amont est assurée par l'installation de canon à eau.

La protection des stocks intermédiaire est assurée par sprinkler.

La protection des presses à balles et à paquets est assurée par des déluges.

La protection des stocks aval en intérieur et du FMA est assurée par sprinkler.

Des rideaux d'eaux complètent le dispositif aux passages des trémies du mur coupe-feu.

L'intégralité des équipements de type convoyeurs passant d'une zone à l'autre est protégée par un système de déluge.

Le déclenchement de cette protection est asservi à la détection visée à l'article VIII.2.2, ainsi qu'à des déclencheurs coup de poing répartis et clairement signalisés dans le bâtiment de tri.

Les débits minimaux d'aspersion sont les suivants :

- un canon de 3000 l/min dans la zone de stockage amont ;
- 7,5 l/m²/min dans les zones intermédiaires (alvéoles) ;
- 10 l/m²/min dans les zones de stockage des produits triés en balles et du FMA.

La zone extérieure de stockage de déchets triés en balles, pour sa partie relative à des déchets combustibles, est équipée de moyens de lutte contre l'incendie en nombre suffisant et adaptés à la nature des risques à combattre. »

Article 6 :

L'article VIII.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000 modifié est modifié comme suit :

« Article VIII.2.4 -Mise en rétention du bâtiment

Le bâtiment de l'activité de tri permet la collecte et la rétention des eaux d'extinction d'incendie pour un volume minimal de 1 077 m³. »

Article 7 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 8 :

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Metz et peut y être consultée ;

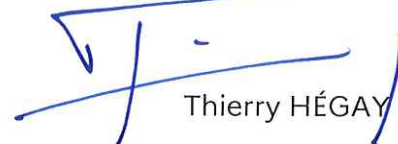
2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois : publications-publicité légale installations classées-arrondissement de Metz.

Article 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la régie HAGANIS.

A Metz, le 14 AVR. 2022

Pour le préfet,
le secrétaire général par intérim,



Thierry HEGAY

Délais et voies de recours

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>